

# Les entreprises en crise de confiance

Le Luxembourg est à l'aube d'une «année décisive», selon l'enquête Eurochambres 2013.

**L'enquête menée par la Chambre de commerce du Luxembourg montre le pessimisme marqué des entreprises pour l'année à venir après une année 2012 pleine de désillusions. L'occasion de remettre sur le tapis les mesures fiscales qui ne passent pas dans le milieu économique.**

De notre journaliste  
Camille Leroux-Frati

La 20<sup>e</sup> édition de l'enquête Eurochambres, qui s'attache chaque année à analyser les indicateurs passés et à sonder les anticipations des

entreprises pour l'année à venir, s'avère particulièrement pessimiste. Déjà au niveau européen: alors qu'une prochaine reprise est envisagée aux États-Unis comme en Chine, les nuages noirs semblent s'accumuler au-dessus de la Zone euro. Même la puissante Allemagne voit sa production dégringoler et ses entreprises repousser investissements et recrutements. «Il y a eu beaucoup de temps perdu pour sauver l'Europe d'une nouvelle crise des dettes souveraines et cela agit sur la confiance des consommateurs et des producteurs, dé-

clare Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce. Il pourrait y avoir une amélioration en 2013 si la solidarité entre États joue enfin et si on met enfin en place les instruments pour redresser la barre des finances publiques.»

Au Luxembourg, le PIB devrait croître de 0,7 à 1,2 % selon les prévisions, l'emploi de 0,8 à 1,3 % et le chômage devrait atteindre environ 6,5 % de la population active. Mais l'enquête Eurochambres 2013 démontre une sourde inquiétude parmi les entreprises. Qu'il s'agisse

de climat des affaires, de chiffre d'affaires, d'emploi ou d'investissements, les indicateurs viennent au rouge quel que soit le secteur d'activité.

Ce qui frappe surtout Carlo Thelen, c'est le pessimisme affiché par les entreprises concernant le climat des affaires. «Il s'agit d'une crise de confiance», souligne-t-il, rappelant que même les secteurs qui s'attendent à voir évoluer leur chiffre d'affaires estiment que le climat d'affaires va se détériorer. «On doit se faire du souci pour l'économie luxembourgeoise.»

## ➤ L'indexation toujours dans le collimateur

Pour Carlo Thelen, la faute incombe aux mesures fiscales imposées par le gouvernement dans son budget 2013. «L'augmentation de l'impôt de certaines sociétés est une très mauvaise publicité pour le Luxembourg. C'est dommage parce que d'autres pays comme les Pays-Bas ou l'Irlande vont accueillir à bras ouverts les Soparfi qui quitteront le Luxembourg. En tant que petit pays, si on fait une bêtise, on perd facilement son avantage.»

Les entreprises ont d'ailleurs exprimé les mesures qui selon elles pourraient freiner cette perte de compétitivité latente. Sans surprise,

88 % réclament une modulation plus forte - en espérant son abolition - de l'indexation des salaires et 63 % demandent une flexibilité accrue du travail. «Concernant les salaires, la situation n'est plus tenable.»

Les entreprises évoquent également, parmi de nécessaires réformes structurelles, la simplification administrative qui n'a toujours pas abouti: il faut 19 jours pour créer une entreprise au Luxembourg contre moins de cinq au Canada, en Belgique ou à Singapour.

Dernière requête: une promotion plus franche à l'étranger. «80 % de nos exportations se font dans l'Union européenne qui affiche certaines faiblesses. Il ne faut pas avoir peur de la mondialisation, nous avons des entreprises fortes mais il ne faut pas prendre des mesures qui affaiblissent leur compétitivité.»

«Nous devons rester plus attractifs qu'ailleurs», plaide Carlo Thelen. Un défi de taille puisque depuis le «changement de paradigme» qu'a imposé la crise avec de nouvelles contraintes réglementaires par exemple, «il n'y a plus de raison qui justifie que la croissance du Luxembourg soit supérieure au taux de croissance européen. Il faut commencer dès à présent à adapter notre mode de vie et notre modèle social.»

## Le budget 2014 en question

Si 2013 s'annonce comme une année décisive, 2014 soulève beaucoup d'interrogations. Car la tradition penche plutôt pour une année de cadeaux fiscaux avant les élections législatives. Or, pour Carlo Thelen, «il faut absolument agir en 2014 pour freiner les dépenses, pour 2013

on a choisi la solution de facilité en augmentant les impôts». Il espère d'ailleurs une prise de conscience de la population. «Je pense que ce sont justement les politiques qui ne feront rien (pour redresser les finances publiques) qui devront craindre les élections de 2014.»



Photo: pierre matgé

Carlo Thelen tire à son tour la sonnette d'alarme, enjoignant le gouvernement à lever les barrières qui freinent la reprise économique en commençant par l'augmentation des impôts aux entreprises.